

grande manifestation, qui devrait réunir plusieurs dizaines de milliers de paysans à Bucarest. Le Parti communiste a décidé d'appuyer cette manifestation, parce qu'elle est "l'expression de l'indignation des masses". Le gouvernement a naturellement interdit la manifestation, ainsi que celle des nationaux-chrétiens qui devait avoir lieu le même jour (cette deuxième manifestation avait pour but de neutraliser la première). Malgré cette interdiction, les chefs nationaux-paysans avaient annoncé que la manifestation aurait lieu.

Or, quatre jours avant, effrayé par la contre-manifestation des nationaux-chrétiens d'une part, ayant reçu probablement aussi l'assurance du roi Carol que la succession leur reviendra prochainement, sous prétexte qu'"après cette audience, la situation est complètement changée", ils décommandaient la manifestation.

En vue de cette manifestation, on a alerté des couches larges de paysans, on leur promettait que la victoire de cette "révolution" leur apportera du nouveau, et tout cela, avec l'appui des communistes! Naturellement, l'indignation des paysans adroitement exploitée par les fascistes de tout poil, se retourna non seulement contre le parti national-paysan, mais aussi contre son allié, le parti communiste. Extrêmement édifiant de la déchéance complète du parti communiste et ses rampements devant le parti national-paysan, est le fait qu'après avoir constaté que "cette attitude constitue une trahison" (Correspondance Balkanique) au lieu de dénoncer devant les masses prolétariennes et les paysans patriotes parti, il s'accroche désespérément à lui (pour des raisons de politique extérieure), sous prétexte qu'"il faut aider le parti national-paysan à comprendre la gravité de la décision de sa direction, qui compose avec la camarilla (terme bourgeois pour désigner la clique bonapartiste n.d.) et lui faire comprendre la nécessité de sa participation à un rassemblement antifasciste" (Corr. Balk. 25 Nov. 1935, page 166).

Et Lothar Rudeanu (chef social-démocrate) d'écrire un article dans "Lumea Noua" en exprimant sa satisfaction que "les communistes aient enfin appris qu'il est utile de collaborer avec un parti bourgeois", mais en regrettant toutefois qu'ils ne sachent pas encore "quand et comment" soutenir un parti bourgeois.

Voilà où en sont les choses, voilà où mène la politique opportuniste qui ne profite qu'aux fascistes. Le mécontentement de plus en plus grand des paysans pauvres contre les chefs "démocrates" (ils ont appris à leur propres dépens, pendant le gouvernement national-paysan ce qu'ils valent en réalité) sous le joug de la crise qui s'aggrave constamment, ne voyant pas d'issue à gauche parce qu'ils voient les communistes alliés à leurs persécuteurs c'est vers les bandes fascistes qu'ils se tournent, et ces derniers revendiquent déjà le pouvoir (bloc Vaida-Gaga à la Chambre.)

Ce processus de radicalisation à la campagne, qui entraîne des couches de plus en plus larges, n'en est qu'à ses débuts. Mais le prolétariat écrasé de Roumanie, trahi par les social-démocrates et par les stalinien, n'est pas capable d'entraîner les paysans pauvres des villages et la petite bourgeoisie opprimée des villes, dans la lutte contre la bourgeoisie. La tâche actuelle, pour redresser le prolétariat est la même que partout ailleurs: création d'un parti révolutionnaire. Il se créera dans la lutte contre le stalinisme et la social-démocratie d'une part, contre le centrisme "unitariste" d'autre part. Cette lutte, les bolchéviks-léninistes roumains l'ont déjà engagée, et par la justesse et intransigeance, ils réussiront à vaincre.

B a r t a.

Notes.

(1) En février 1933, une grève avait éclatée aux ateliers de "Grivitz", pour des revendications économiques. Après une lutte enragée, les cheminots ont réussi à arracher des concessions économiques; mais comme les résolutions de Moscou caractérisaient la situation comme étant "révolutionnaire", ainsi que pour des questions de prestige (la grève a été conduite au commencement par le social-démocrate Bogatoiu), les laquais qui dirigent le parti communiste roumain ont poussé les choses à l'aventure en demandant des revendications politiques tel que "La Roumanie Soviétique". En réponse, le gouvernement, n'attendant qu'un bon prétexte, a fait fuir quelques dizaines de travailleurs.